



COMMISSION DU BASSIN DU LAC TCHAD

BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

**PROJET D'ASSISTANCE TECHNIQUE A LA RESTAURATION DES FONCTIONS
ÉCOLOGIQUES ET ÉCONOMIQUES DU BASSIN LAC TCHAD
(PARFEBALT)**

**AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
(SERVICES DE CONSULTANTS)**

**Recrutement d'un(e) Expert En Gestion et Prévention des conflits à la Coordination du
PARFEBALT.**

N° du Projet : P-Z1-A00-040

N° dons : 5900155019267 et 2100155043847

Date de lancement de l'AMI : *21*.../...*05*.../2026

1. La Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) a reçu un financement du Groupe de la Banque Africaine de Développement afin de couvrir le coût du **Projet d'assistance technique a la restauration des fonctions écologiques et économiques du Bassin du Lac Tchad**. La Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer le contrat de l'**Expert En Gestion et Prévention des conflits de la Coordination du PARFEBALT**.
2. Les services prévus au titre de ce contrat comprennent :
 - Apporter son expertise technique et sa connaissance des dynamiques de conflits particulièrement dans le bassin du lac Tchad ;
 - Participer à la mise en œuvre de la Stratégie régionale de stabilisation de la CBLT.
 - Contribuer à la prise en compte des conflits dans la mise en œuvre du projet,
 - Assurer la prévention des conflits, la promotion de la paix et le renforcement de capacités de gestion des conflits au niveau local, national et régional.
 - Veiller à la prise en compte des conflits dans la formulation du projet régional de développement qui sera élaboré à l'issue du projet d'assistance technique.
 - Intervenir dans des contextes sensibles et multiculturels afin de favoriser le dialogue, réduire les tensions et instaurer des mécanismes durables de paix sociale.;
 - Etc....
3. La durée du contrat est de douze (12) mois renouvelable sur la base d'une évaluation satisfaisante, avec une période d'essai de trois (03) mois.
4. La Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) invite les Consultants individuels spécialisés à présenter leurs candidatures en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (Curriculum Vitae récent, daté et signé, Copie (s) du ou des diplôme (s), référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables accompagnés des preuves de réalisation notamment des attestations de services faits délivrés par le client, certificats de travail, etc.).
5. Le consultant doit répondre aux exigences minimales suivantes :

- Être titulaire d'au moins un Master ou un Doctorat en relations internationales, sciences politiques, résolution des conflits, médiation, droits de l'homme ou dans un domaine connexe ;
- Avoir au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la paix, de la prévention et de la gestion des conflits, idéalement en Afrique ;
- Avoir une expérience dans la formation et le renforcement des capacités en matière de paix et de résolution des conflits ;
- Avoir des connaissances approfondies des enjeux liés aux conflits et à la paix en Afrique, y compris l'identification des causes profondes des conflits, les dynamiques de violence, la conception de stratégies de prévention et les processus de paix ;
- Avoir une maîtrise des outils et des méthodes de prévention et de gestion des conflits (analyse et cartographie des conflits, médiation et facilitation de dialogue, négociation et gestion des crises, etc.) ;
- Avoir développé des projets axés sur la prévention des conflits, la médiation, la résolution pacifique des conflits, la réconciliation et la consolidation de la paix ;
- Disposer d'une expérience de facilitation de dialogue et la médiation entre les parties prenantes aux conflits ;
- Soutenir la mise en place de mécanismes de prévention et de gestion des conflits au niveau local et national.
- Avoir une expérience dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de projets de paix et de prévention des conflits ;
- Connaissance des cadres juridiques et politiques internationaux et régionaux relatifs à la paix et à la sécurité ;
- Avoir conçu un outil sur la paix et la résolution des conflits ;
- Avoir une maîtrise parfaite, écrite et parlée en français ou anglaise, et la maîtrise de deux langues est un atout,
- Respect des plus hauts standards d'éthiques, d'intégrité et de la transparence.

Les consultants seront évalués sur la base de leurs dossiers de candidature, suivant les critères et le barème de notation ci-après :

Critères	Sous-critères	Points
Formation académique	Être titulaire d'au moins un Master en relations internationales, sciences politiques, résolution des conflits, médiation, droits de l'homme ou dans un domaine connexe	8
Expérience générale	Avoir au moins 05 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la paix, de la prévention et de la gestion des conflits, idéalement en Afrique	7
Expérience spécifique	Avoir une expérience dans la formation et le renforcement des capacités en matière de paix et de résolution des conflits	7
	Avoir des connaissances approfondies des enjeux liés aux conflits et à la paix en Afrique, y compris les causes profondes des conflits, les dynamiques de violence et les processus de paix	8
	Avoir développé des projets axés sur la prévention des conflits, la médiation, la résolution pacifique des conflits, la réconciliation et la consolidation de la paix	15
	Disposer d'une expérience de facilitation de dialogue et la médiation entre les parties prenantes aux conflits	10
	Avoir une expérience dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de projets de paix et de prévention des conflits	10
	Avoir une maîtrise des méthodologies et approches d'analyse des conflits, notamment l'Analyse contextuelle des conflits intégrée au projet [Project Conflict Analysis (PCA)]	5

Critères	Sous-critères	Points
	Disposer d'une excellente connaissance du contexte régional africain, y compris des dynamiques sociopolitiques, sécuritaires et communautaires, ainsi que des acteurs institutionnels et non étatiques ;	10
	Avoir des compétences spécifiques en matière de gestion des ressources naturelles en milieu sahélien	5
	Connaissance des cadres juridiques et politiques internationaux et régionaux relatifs à la paix et à la sécurité	5
Compétences techniques	Avoir une maîtrise des outils et des méthodes de prévention et de gestion des conflits (analyse des conflits, médiation, négociation, etc.)	5
Connaissance de la zone	Connaissance du Bassin du Lac Tchad	5
Total		100

Le score minimum requis pour être présélectionné est de 75 points sur 100.

Le/la candidat(e) ayant obtenu la note totale la plus élevée et supérieure au score minimum ci-dessus sera invité(e) à négocier un contrat.

6. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes au **Cadre de passation des marchés des opérations financées par le Groupe de la Banque, édition d'octobre 2015**, qui est disponible sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.
7. Les consultants intéressés peuvent consulter les Termes de Référence à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture des bureaux suivantes : Siège de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) Sise au Rond-point de la Grande Armée BP ; 727 – N'Djaména, Tél : 00235 97878428 ou sur le site de la CBLT <http://www.cblt.org> du lundi au vendredi de 08 h 30 mn à 15 h 30 mn heure locale. Ils peuvent également obtenir des informations supplémentaires à l'adresse électronique : parfebalt@cblt.org
8. Les dossiers doivent être déposés à l'adresse mentionnée ci-dessous ou par mail au plus tard le **04/06/2026** à 15 heures 30 min et porter expressément la mention « **Manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un Expert En Gestion et Prévention des conflits à la Coordination du PARFEBALT** ».

A l'Attention de Monsieur le Secrétaire Exécutif de la CBLT

Siège de la CBLT – Rond-Point des Grandes Armées BP 727 - N'Djaména – Tchad

Et par mail : parfebalt@cblt.org ; cblt.lcbc@gmail.com ;

N'Djaména, le **21/05/2026**


 Le Secrétaire Exécutif,
Amb. IBRAHIM BABANE

